

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de location Ville de Montpellier / Mouvement Français du Planning Familial 48, boulevard Rabelais

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Par bail emphytéotique en date du 26 juin 1980, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) a occupé pendant une durée de 30 ans l'immeuble situé 48 boulevard Rabelais, cadastré EX 182, propriété de la Ville de Montpellier.

Par convention du 6 mai 2003, arrivée à terme, le CCAS avait mis ces locaux à disposition du Mouvement Français du Planning Familial.

La Ville de Montpellier redevenue gestionnaire du bien souhaite maintenant l'association dans les lieux dans le cadre d'une nouvelle convention d'une durée de 10 mois, du 1^{er} mars 2014 jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte tenu des activités d'intérêt général développées par l'association qui reçoit près de 6000 personnes par an (consultations, formations, animations), la convention serait consentie à titre gratuit pour le loyer, les charges locatives (eau, électricité, chauffage, Taxe des Ordures Ménagères) restant en sus pour l'association.

La gratuité du loyer constitue une subvention en nature pour 10 mois d'occupation d'un montant de 17 330 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et dans les comptes annuels de l'association.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de location jointe en annexe ;
- d'approuver la gratuité du loyer et de porter au compte administratif de la Ville le montant de l'aide en nature pour la somme de 17 330 € ;

- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014